

Revue Ivoirienne de Géographie des Savanes



RIGES

ISSN: 2521-2125

Numéro 6

Juin 2019



Publiée par le Département de Géographie de l'Université Alassane OUATTARA de Bouaké

ADMINISTRATION DE LA REVUE

Direction

Arsène DJAKO, Professeur Titulaire à l'Université Alassane OUATTARA (UAO)

Secrétariat de rédaction

- **Joseph P. ASSI-KAUDJHIS**, Professeur Titulaire à l'UAO
- **Konan KOUASSI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Dhédé Paul Eric KOUAME**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Yao Jean-Aimé ASSUE**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Zamblé Armand TRA BI**, Maître-Assistant à l'UAO
- **Kouakou Hermann Michel KANGA**, Assistant à l'UAO

Comité scientifique

- **HAUHOUOT** Asseypo Antoine, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **ALOKO** N'Guessan Jérôme, Directeur de Recherches, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **AKIBODÉ** Koffi Ayéchoro, Professeur Titulaire, Université de Lomé (Togo)
- **BOKO** Michel, Professeur Titulaire, Université Abomey-Calavi (Benin)
- **ANO** Kouassi Paul, Professeur Titulaire, Université Félix Houphouët Boigny (Côte d'Ivoire)
- **MOTCHO** Kokou Henri, Professeur Titulaire, Université de Zinder (Niger)
- **DIOP** Amadou, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **SOW** Amadou Abdoul, Professeur Titulaire, Université Cheick Anta Diop (Sénégal)
- **DIOP** Oumar, Professeur Titulaire, Université Gaston Berger Saint-Louis (Sénégal)
- **WAKPONOU** Anselme, Professeur HDR, Université de N'Gaoundéré (Cameroun)
- **KOBY** Assa Théophile, Maître de Conférences, UFHB (Côte d'Ivoire)
- **SOKEMAWU** Koudzo, Maître de Conférences, UL (Togo)

EDITORIAL

La création de RIGES résulte de l'engagement scientifique du Département de Géographie de l'Université Alassane Ouattara à contribuer à la diffusion des savoirs scientifiques. RIGES est une revue généraliste de Géographie dont l'objectif est de contribuer à éclairer la complexité des mutations en cours issues des désorganisations structurelles et fonctionnelles des espaces produits. La revue maintient sa ferme volonté de mutualiser des savoirs venus d'horizons divers, dans un esprit d'échange, pour mieux mettre en discussion les problèmes actuels ou émergents du monde contemporain afin d'en éclairer les enjeux cruciaux. Les questions environnementales, urbaines, rurales, sanitaires, touristiques ont fait l'objet d'analyse dans ce présent numéro. RIGES réaffirme sa ferme volonté d'être au service des enseignants-chercheurs, chercheurs et étudiants qui s'intéressent aux enjeux, défis et perspectives des mutations de l'espace produit, construit, façonné en tant qu'objet de recherche. A cet effet, RIGES accueillera toutes les contributions sur les thématiques liées à la pensée géographique dans cette globalisation et mondialisation des problèmes qui appellent la rencontre du travail de la pensée prospective et de la solidarité des peuples.

Secrétariat de rédaction

KOUASSI Konan

COMITE DE LECTURE

- KOFFI Brou Emile, Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Joseph P., Professeur Titulaire, UAO (Côte d'Ivoire)
- BECHI Grah Félix, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- MOUSSA Diakité, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- VEI Kpan Noël, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- LOUKOU Alain François, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- TOZAN Bi Zah Lazare, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire)
- KOFFI Yao Jean Julius, Maître de Conférences, UAO (Côte d'Ivoire).

Sommaire

<p>FAYE Cheikh Ahmed Tidiane, SOW Seydou Alassane, SY Amadou Abou, NIANG Souleymane, DIOP Khalifa, Boubou Aldiouma SY</p> <p>Analyse des caractéristiques morpho-sédimentaires du complexe laguno-estuarien de la somone (Petite du côte Sénégal)</p>	7
<p>BAWA Dangniso, BANASSIM Tchilabalo, AFO Bidjo, GNONGBO Tak Youssif</p> <p>Erosion hydrique dans le quartier d'Adidigomè-Avatamè à Lomé : quelles mesures d'aménagement pour une gestion durable ?</p>	24
<p>KOUAME Konan Roland, Pauline Agoh DIBI KANGAH, KOLI BI Zuéli</p> <p>Perceptions de la variabilité climatique et de ses effets par les populations rurales du centre-est de la Côte d'Ivoire</p>	47
<p>Isidore YOLOU, Ibouraima YABI, Kondé DJOBO, Faustin Cakpo DOSSOU, Jacob Afouda YABI, Fulgence AFOUDA</p> <p>Agroforesterie à base de <i>elaeis guineensis</i> en tant qu'option du développement durable dans la commune de Cove (sud-est du Bénin) : possibilités, pratiques et limites</p>	69
<p>N'kpmé Styvince KOUAO, Della André ALLA</p> <p>Les déterminants environnementaux de l'essor de la culture de l'anacarde dans les sous-préfectures de Diabo, Botro et Bodokro (Centre de la Côte d'Ivoire)</p>	90
<p>ZRAN Gonkanou Marius</p> <p>Gestion des baies en lagune Aby et développement durable des pêches à Adiaké (sud-est de la Côte d'Ivoire)</p>	110
<p>SIBY Mory, COULIBALY Sina</p> <p>Stratégies d'adaptation des pêcheurs à l'insuffisance de la production halieutique dans l'espace fluvial du cercle de kati (région de Koulikoro) au Mali</p>	125
<p>KADOUZA Padabô</p> <p>Appui à la production et à la commercialisation du riz de bas-fonds par l'entreprise de services et organisation des producteurs (esop) dans la préfecture de Sotouboua au Centre-Togo (2004-2018): une dynamique brisée ?</p>	139

<p>ALOKO-N'GUESSAN Jérôme, ANE Salé, N'GUESSAN Kouassi Fulgence</p> <p>Analyse de l'impact agricole du déclin du binôme café-cacao sur la région du Moronou (Côte d'Ivoire)</p>	155
<p>YOUAN Louis Gerson, GNAMBA-Yao Jean-Baptiste, ALOKO N'Guessan Jérôme</p> <p>La cacaoculture et le développement socio-économique du département de Duekoué</p>	179
<p>Daniel SAIDOU BOGNO, Valentin ZOUYANE</p> <p>Impact socio- économique de la commercialisation du charbon de bois dans la périphérie ouest du parc national de la Bénoué (Nord Cameroun)</p>	194
<p>KARIDIOULA Logbon, ASSI-KAUDJHIS Narcisse Bonaventure</p> <p>Contraintes et précarités dans l'accès à l'eau potable dans le département de Dabakala (Côte d'Ivoire)</p>	216
<p>KOUIYE Gabin Jules</p> <p>Le politique face aux difficultés d'accès à l'eau potable dans les trois communes de N'gaoundéré (Cameroun)</p>	236
<p>Vincent HOUSSEINI, Valentin ZOUYANE, Bernard GONNE</p> <p>Distribution des produits pétroliers et dégradation de l'environnement à N'gaoundéré (Nord-Cameroun)</p>	250
<p>NASSI Karl Martial, MAWUSSI Ayité Claude, MAGNON Zountchégbé Yves</p> <p>Espace frontalier Sanvee-Kondji-Hillacondji (Togo-Bénin) : entre entrave à la libre circulation et contrebande</p>	269
<p>DEGUI Jean-Luc, KOUADIO Kouakou Abraham, ESSAN Kodja Valentin, ALOKO-N'GUESSAN Jérôme</p> <p>Diagnostic de l'offre touristique dans la région du sud-est de la côte d'ivoire : cas des départements de Grand-Bassam et d'Adiaké</p>	283
<p>TOURE Souleymane, KOFFI Yao Jean Julius</p> <p>La "durabilité sociale" contrariée par l'insuffisance d'eau potable dans les villages de la région de Gbêkê (centre de la Côte d'Ivoire)</p>	305

<p>KOUASSI Yao Frédéric</p> <p>Habitat rural et couverture sanitaire dans la Sous-préfecture de Bouaflé (centre-ouest de la Côte d'Ivoire) : conséquences pour l'accessibilité aux soins</p>	325
<p>Yéboué Kassé N'DRI, Péga TUO, Kouassi Paul ANOH</p> <p>Accès aux infrastructures sanitaires dans la commune de Tiébissou (centre de la Côte d'Ivoire)</p>	347
<p>Salifou SANOGO</p> <p>Logiques paysannes d'exploitation des bas-fonds dans la commune rurale de Bilanga (région est du Burkina Faso)</p>	370
<p>DIALLO Issoufou, ASSUE Yao Jean-Aimé</p> <p>Essor des établissements d'enseignement secondaire privé et précarité dans les établissements d'enseignement secondaire public dans la région de la Marahoué</p>	391
<p>KOUADIO N'Guessan Roger Carmel, KOUAME Yao Alexis, Koffi Guy Roger Yoboué, KOUASSI Konan</p> <p>Pesanteurs spatio-behavioristes de l'occurrence des accidents routiers sur le transect Bouaké-Yamoussoukro</p>	410
<p>KITHENI Bamba, BRENOUM Kouakou David, ATTA Koffi</p> <p>L'impact de la crise politico-militaire sur les équipements et la participation des populations à la gestion de la commune de Bouaké</p>	426
<p>Djarsoumna KAÏNARAMSOU, Michel TCHOTSOUA</p> <p>Activités anthropiques sur les Mayos et risques environnementaux dans la ville de Maroua (extrême-nord Cameroun)</p>	444
<p>YEO Watagaman Paul, KOUAME Dhédé Paul Eric, DJAKO Arsène</p> <p>Les facteurs de l'essor de la culture de l'anacarde dans la zone dense de korhogo (Nord de la Côte d'Ivoire)</p>	460
<p>KAMELAN Kouacou Hermance-Starlin, Kakou Geoffroy André, TAPE Achille Roger, KOUASSI Konan</p> <p>Les activités de la restauration populaire et dégradation de l'environnement urbain à Bouaké</p>	476

LE POLITIQUE FACE AUX DIFFICULTÉS D'ACCES A L'EAUPOTABLE DANS LES TROIS COMMUNESDE NGAOUNDERE (CAMEROUN)

KOUIYE Gabin Jules, Docteur en Géographie, Université de Ngaoundéré-
Cameroun, E-mail : gabin.jules@yahoo.com

Résumé

Face à la problématique de l'accès à l'eau potable des populations de Ngaoundéré, de nombreux acteurs essayent tant soit peu de s'investir à la recherche des moyens idoines d'approvisionnement en cette ressource. C'est dans cette mouvance que le présent article analyse le cas des actions et des insuffisances des partis politiques évoluant dans l'exécutif des trois communes de Ngaoundéré. A cet effet, les méthodes et outils mobilisés reposent sur des enquêtes auprès de 265 ménages, des observations de terrain, des entretiens avec 33 conseillers municipaux. Il se dégage de cette étude que la quasi-totalité des équipements hydrauliques urbains constitués de forages (29), de bornes fontaines publiques réhabilitées (12), de connexion au réseau d'eau courant de certains quartiers de la ville (04), sont l'œuvre de certaines formations politiques qui tiennent les rênes des trois communes que compte Ngaoundéré. Toutefois, en dépit de ces interventions, des disparités en matière d'équipements en ouvrages hydrauliques des quartiers urbains sont toujours constatées. Les quartiers populeux n'enregistrent que 20,68% de ces réalisations.

Mots clés : Communes, formations politiques, équipements hydrauliques, accès à l'eau potable, Ngaoundéré.

Abstract

Facing the problems of the access to potable water issues in Ngaoundere many actors in the water do maintry as much as possible to invest in the seeking of means suitable for the supply of potable water. It is in that sphere of influence that the present article depicts the samples of actions realised and lack of will by political parties in action in the various executives of the three councils in Ngaoundere. To this effect, the methods and tools for the facilitations has as major foundation inquiries carried out among some 265 households, some explorations on the field and some interviews with 33 municipal counsellors. It comes out of this research work that almost all the urban hydraulic facilities are made up of sinkings (29), renovated public taps (12), water current network connected with some quarters of the town (04), characterize realizations done by some political parties which hold to the point of assuming the control of the three councils in Ngaoundere. However, in spite of the proceedings, the disparity in terms of equipments of these hydraulic pieces of work found in those quarters have always been noticeable. Some over populated quarters have made a record of only 20.68% of their realisation.

Key words: Councils, political parties, hydraulic equipments, access to potable water, Ngaoundere.

Introduction

Les questions relatives à la problématique d'accès à l'eau potable sont une préoccupation pour une diversité d'acteurs qui se sont souvent évertués à y trouver une réponse. Nonobstant leurs apports parfois jugés louables, des déficits en matière de réalisation et d'installation de certains ouvrages hydrauliques sont toujours observées pour diverses raisons. C'est l'exemple de la localité de Kumbo au Cameroun où les populations expriment leurs mécontentements vis-à-vis de l'Etat pour les avoir privées de points d'eau du fait de leur appartenance à un parti politique de l'opposition (G.S.Ngefor, 2011, p. 59). Une telle situation justifie alors la difficulté d'approvisionnement en eau toujours vécue dans cette contrée. De même, A. Dorier (2000, p. 83) décrit les disparités en matière d'équipements sociaux des espaces par les partis politiques, lorsque ceux-ci n'assument pas une quelconque équité en privilégiant certains quartiers au détriment des autres. Parmi les besoins les plus pressants des populations qu'il relève, figure la création des points d'eau autonomes à défaut d'une connexion au réseau d'eau conventionnel.

Le cas de Ngaoundéré qui intéresse cette enquête, permet de porter un regard sur les contributions et les insuffisances des acteurs politiques en matière de résolution des problèmes d'approvisionnement en ce précieux liquide. Les dites actions sont précisément observées dans les trois communes appartenant aux différents arrondissements de Ngaoundéré. De ce fait, les questions qui se posent dès lors sont celles de savoir : Quelle est la capacité des formations politiques évoluant dans l'exécutif des communes à intervenir dans la résolution du problème d'accès à l'eau potable à Ngaoundéré ? Quelles sont les limites de leurs contributions à la résolution de ce problème et quelle démarche peut-on adopter pour venir à bout de cette défaillance constatée ?

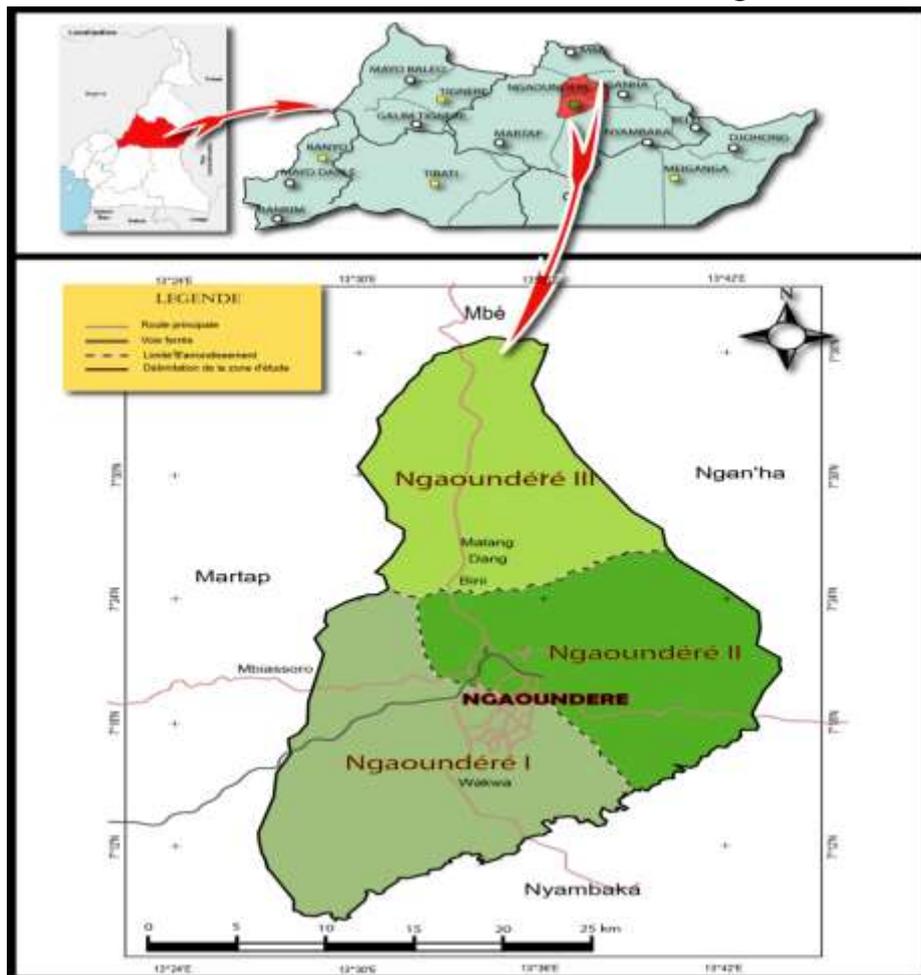
L'objectif de cet article est d'analyser les contributions et les insuffisances des formations politiques dans l'exécutif des communes de Ngaoundéré face aux difficultés d'accès à l'eau potable, et présenter des suggestions à même de résoudre cette situation.

1. Matériel et Méthode

1.1. Présentation du cadre spatial de l'étude

Les trois communes de Ngaoundéré qui constituent notre espace d'étude à savoir Ngaoundéré 1^{er}, Ngaoundéré 2^{ème}, et Ngaoundéré 3^{ème} sont situées entre les 7°12'-7°36' de latitude Nord et les 13°24'-13°42' de longitude Est sur une superficie qui s'étend sur environ 2176 km² (carte 1).

Carte 1 : Localisation des trois communes de Ngaoundéré



Source : Fond, données planimétriques, images satellites géo eye /2012/ Google earth (DERMINHDU/AD) Réalisation: KOUYE G. J, .2017.

1.2. Techniques de collecte de données

Les enquêtes entreprises dans le cadre de cette recherche se sont appuyées sur les entretiens, suivis des observations documentaires et des sondages.

Parlant des entretiens, ils sont faits auprès de trente-trois(33) conseillers municipaux à savoir onze(11) du Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais(RDPC), dix-sept (17) de l'Union Nationale pour la Démocratie et le Progrès (UNDP) , deux (02)de l'UNIVERS, (un) 01 du Front Patriotique pour le Développement (FPD) et deux(02) du

Social Democratic Front (SDF) couvrant les trois communes de Ngaoundéré qui sont : Ngaoundéré 1^{er}, Ngaoundéré 2^{ème} et Ngaoundéré 3^{ème}. Cet instrument de collecte de données a permis d'obtenir des informations relatives à l'apport et aux manquements des partis politiques en matière de gestion du problème d'accès à l'eau potable. De même, l'entretien mené auprès du Chef Service d'Hygiène et d'Assainissement de la commune de Ngaoundéré 2^{ème}, retrace l'historicité des multiples contributions de la commune urbaine dans la mise à disposition de l'eau de consommation aux populations. En outre, la consultation des Plans Communaux de Développement (PCD, 2013) a également mis en relief le nombre de forages ainsi que les différentes zones ayant reçu une extension au réseau d'adduction d'eau potable avec le concours des différents partis politiques exerçant au sein de ces communes. Par ailleurs, le sondage des populations a porté sur l'analyse de l'impact des partis politiques dans la création des équipements d'approvisionnement en eau potable. Pour cela, un questionnaire a été administré indirectement à un quota de 265 ménages choisis au hasard dans les quartiers représentant respectivement les trois communes, en l'occurrence les quartiers Gambara 2 (94), Mabanga-Djalingo (71) et Manwi (100).

2. Résultats et discussion

2.1. Actions historiques de la commune urbaine face au problème d'eau potable

2.1.1. Une contribution remarquable dans la réalisation des bornes fontaines publiques et des actes d'assainissement

Pour apporter des solutions au problème de ravitaillement en eau, la commune urbaine de Ngaoundéré intervenait autrefois à travers la création des bornes fontaines publiques dans la ville où les habitants étaient ravitaillés gratuitement en eau potable (Photo 1).

Photo 1: Un vestige d'une borne fontaine publique non fonctionnelle



Cliché : Kouiyé Gabin Jules, Novembre 2018.

Le milieu de cette photo présente un gros tube, vestige d'une borne fontaine utilisée dans les années 80. Il est formé des cannelures qui permettent à chaque habitant de s'approvisionner en eau à l'aide d'un segment de tuyau à introduire au niveau des sorties visibles. Cette borne fontaine est hors service depuis 1995.

Entre 1978 et 1994, la ville de Ngaoundéré comptait 36 bornes fontaines publiques. Afin d'assurer la bonne gestion de ces points d'eau, la collectivité locale avait mis sur pied un comité de gestion formé de deux agents communaux, placés sous la supervision du service d'hygiène et d'assainissement (Rapport d'activités Commune Urbaine de Ngaoundéré, 1980, p.13). Ceux-ci étaient chargés d'assurer l'entretien et le suivi de ces ouvrages, surtout lorsqu'ils tombaient en panne. Néanmoins, il est important de souligner que le paiement des factures d'eau de consommation était aux frais de la commune urbaine.

De même, dans l'optique de sensibiliser les ménages sur la qualité de l'eau de consommation, des campagnes d'assainissement étaient organisées à leur profit surtout pour tous ceux qui utilisant majoritairement les puits à ciel ouvert. Pour cela, les ménages étaient astreints à la construction des margelles et même à la pose d'un couvert au-dessus du puits. Ces mesures de protection étant destinées à empêcher la souillure par les eaux de ruissellement et autres sortes de débris (Programme Solidarité Eau, 1998, p.1).

En plus, des thèmes abordés lors des causeries éducatives en rapport aux questions liées à l'eau, les préoccupations portaient sur les normes de distance de création des points d'eau « traditionnels » à respecter vis-à-vis des lieux de pollution tels que : les fosses d'aisance, les enclos de pâturage et le lit des cours d'eau.

2.1.2. La réhabilitation progressive des points d'eau caduques : Une intervention de la commune de Ngaoundéré 2^{ème}

N'étant pas pérennes, les bornes fontaines publiques qui fournissaient de l'eau gratuite aux populations ont commencé à être hors service vers les années 90 et ceci pour les raisons suivantes :

- la crise économique qui se fait ressentir progressivement à travers l'incapacité de la commune à honorer le paiement des factures d'eau, devenues de plus en plus élevées à cause de la forte demande due à la démographie galopante ;
- et, progressivement, l'on assiste à une extension du réseau d'eau public dans plusieurs quartiers, par conséquent il y a l'abandon de ces ouvrages hydrauliques aux actes de vandalisme.

Toutefois, à partir de 2009, la commune de Ngaoundéré 2^{ème}, a procédé depuis quelque temps à la rénovation de sept (07) de ces bornes fontaines dans sa circonscription. Le ravitaillement autour de deux (02) de ces points d'eau s'effectue sans prélèvement de frais. Ils sont placés sous la coordination des comités de gestion qui en assument l'organisation et le fonctionnement en instaurant les heures d'ouverture et de fermeture et un calendrier de nettoyage. De surcroît, l'exploitation des cinq (05) autres est cédée à des particuliers à des fins commerciales et ce, après l'obtention d'une autorisation officielle. Ces bénéficiaires développent ainsi une activité duale autour de ces sources d'eau, partagées entre laveries et point de vente au détail de l'eau (cf. photo 2).

Photo 2 : Une ancienne borne fontaine mutée en laverie et point de vente d'eau



Cliché: Kouiyé Gabin Jules, Novembre 2018.

A l'arrière-plan de cette photo², l'on observe toujours le gros tube de l'ancienne borne fontaine publique, quelques voitures et un engin à deux roues (moto) ayant déjà reçu un nettoyage. Et en avant plan, il est possible de voir un robinet qui présente deux vannes ; celle de droite réservée au lavage des engins et, celle de gauche à la vente au détail de l'eau aux populations. Ce point d'eau est un branchement de l'ancienne borne fontaine publique gérée depuis 2011 par un particulier à titre commercial.

2.2. Les partis politiques et la création des nouveaux équipements en fourniture d'eau

2.2.1. L'installation des points d'eau par le RDPC et l'UNDP au sein de la commune urbaine, avant 2007

Le rôle joué par la commune urbaine de Ngaoundéré dans l'approvisionnement des populations en eau potable, bien avant l'avènement du Décret N^o 2007/115 du 23/04/2007, portant création de nouveaux arrondissements et l'éclatement de Ngaoundéré en trois arrondissements, était manifestement appréciable. C'est ainsi que la gestion de cette commune était sous la bannière et le contrôle de deux partis politiques importants, à savoir le RDPC et l'UNDP qui ont assuré un fonctionnement alternatif au niveau de son exécutif.

En effet, dans le cadre de cette gestion communale, il est judicieux de rappeler que le RDPC a eu à briguer deux mandats de 1992-1997 et de 2001-2007, soit une durée de dix ans par rapport à l'UNDP qui n'en a assuré qu'un seul de 1997 à 2001. Durant ces années de gestion municipale, ces deux formations politiques ont eu à réaliser plusieurs infrastructures et autres équipements sociaux comme les puits d'eau communautaires et les forages. En fait, partout il n'est pas ignoré que la politique est inséparable des questions liées à l'eau (B. Mohamed Larbi, 2003, p.4).

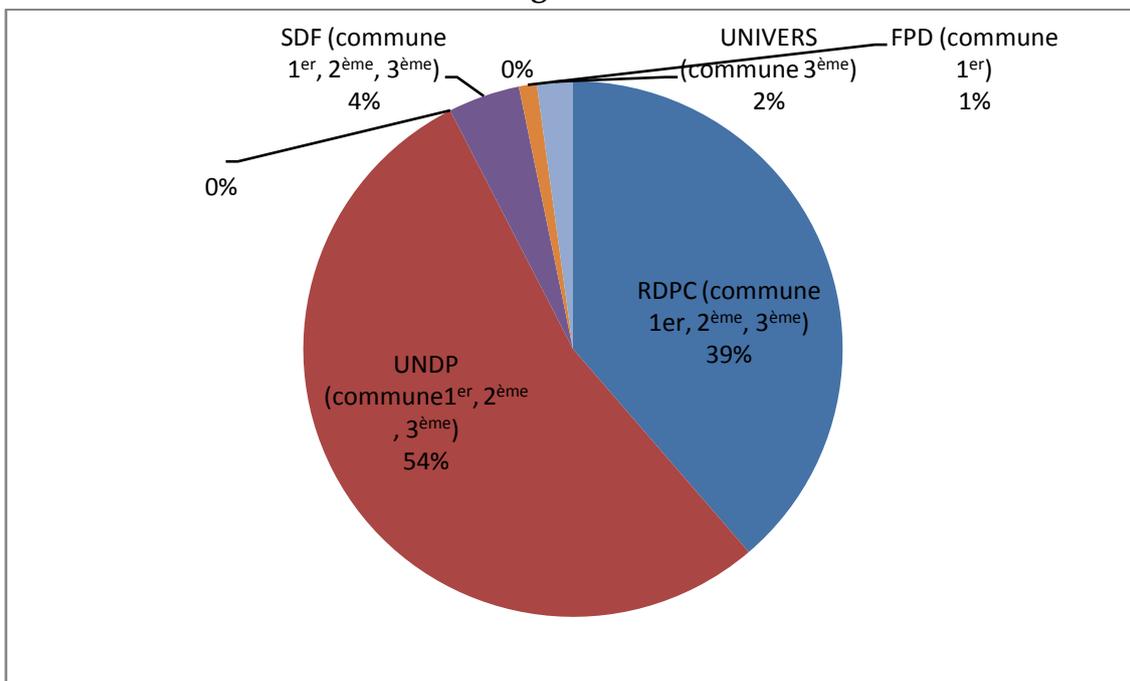
Cependant, il faut relever des contrastes dans leurs différentes réalisations. Ainsi, le RDPC brille par 35% de création des puits d'eau communautaires et 65% des forages réalisés au cours de l'exercice de ses différents mandats, contrairement à l'UNDP qui n'en a créé respectivement que 22% et 45%.

Bien que l'on assiste à une gestion dichotomique de l'ancienne commune urbaine, il y a lieu d'apprécier et de louer les efforts déployés par ces deux formations politiques dans la recherche des solutions liées aux problèmes d'accès à l'eau potable des populations, en dépit des écarts considérables observés dans l'inégale création et répartition spatiale de ces sources d'eau à travers les quartiers de la ville. A cet effet, 46,03% des populations affirment déjà avoir été lésées dans la création de ces points d'eau autonomes.

2.2.2. L'appropriation de la problématique de l'eau par les partis politiques depuis 2007

A la faveur du décret N° 2007/115 du 23/04/2007 cité ci-haut, l'éclatement de l'ancienne commune urbaine a abouti à trois autres communes d'arrondissements, notamment celle de Ngaoundéré 1^{er}, de Ngaoundéré 2^{ème} et de Ngaoundéré 3^{ème}. C'est pourquoi, depuis 2007, la course à la recherche du plus grand nombre de militants s'est amplifiée lors des grands événements politiques comme les législatives et surtout les municipales. L'alternance dans la gestion de ces collectivités locales par les partis politiques est devenue une étape concurrentielle de grande envergure avec pour objectif principal de glaner le plus d'électeurs (G.J. Kouiyé, 2018, p.153). La figure 1 présente le taux global de sièges de chaque parti politique représenté dans les différentes communes.

Figure 1: Les formations politiques et leurs poids dans les trois communes de Ngaoundéré



Source : Enquête de terrain auprès des communes de Ngaoundéré, Juillet 2017.

Cinq partis politiques se partagent jusqu'en 2019 les rênes des trois communes des arrondissements de Ngaoundéré depuis les dernières échéances électorales de 2013. Ainsi, il ressort de cette analyse que c'est l'UNDP qui enregistre le plus grand nombre de sièges au sein des communes de Ngaoundéré avec un total de 50. Sa domination est précisément visible dans les mairies de Ngaoundéré 1^{er} et 2^{ème} où l'on dénombre 46 conseillers municipaux. Le RDPC par contre, compte au total 36 et occupe plutôt le premier rang dans la commune de Ngaoundéré 3^{ème} avec 77,41%. Les

autres partis politiques enregistrent dans l'ensemble une faible représentativité qui se situe en-deçà de 5%.

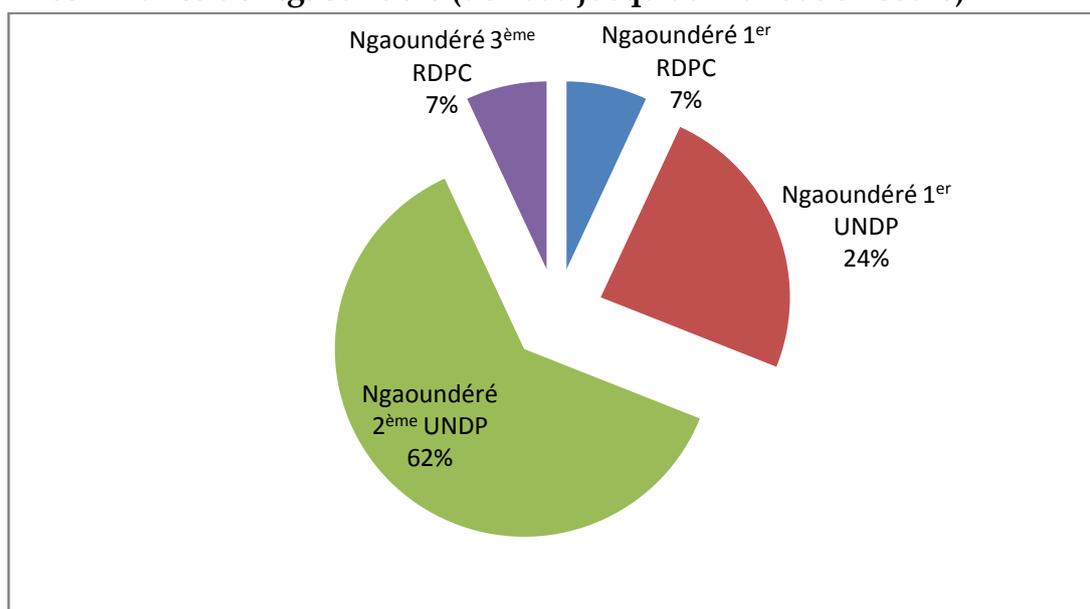
Cette situation démontre que le parti dominant répond toujours favorablement aux desideratas des populations confrontées à certaines difficultés liées aux questions de développement à l'instar de celle de l'accès à l'eau potable. En retour, celles-ci lui apportent massivement leur vote. Ceci est la preuve que, la construction et la création des points d'eau au niveau local reste une forme d'expression accrue des bons rapports entre les habitants et les partis politiques (G.S.Ngefor, 2011, p. 76). La participation de ces populations dans la vie politique est souvent considérée comme un forum où les uns et les autres expriment leurs multiples doléances à travers les mairies de leurs appartenances.

2.2.3. Regard sur l'action sociale de l'UNDP en matière d'accès à l'eau potable

Depuis le passage de l'UNDP dans l'exécutif communal de Ngaoundéré 1^{er}, quelques quartiers seulement ont bénéficié des largesses de cette formation politique en matière d'équipement en moyens de ravitaillement en eau potable. C'est le cas des quartiers: Burkina, Norvégien, Sabongari-américa et Bamyanga qui ont eu le privilège d'avoir une connexion au réseau d'eau formel contrairement à d'autres quartiers tels que Onaref, Socaret, Mbideng, Bali que comptent cette commune, ayant plutôt milité en défaveur de cette formation politique lors des dernières élections municipales.

Il est donc capital de souligner que, les disparités sont particulièrement fortes lorsque les partis politiques ne garantissent pas un minimum de régulation pour pallier spatialement les effets directs des inégalités sociales observées (A. Dorier, 2000, p. 21). C'est dans ce sillage que, la figure2 illustre les différents taux de réalisations des forages par les formations politiques les plus influentes, notamment l'UNDP et le RDPC.

Figure 2 : Taux de réalisation de forages du RDPC et l'UNDP dans les trois communes de Ngaoundéré (de 2000 jusqu'au mandat en cours)



Source : Enquête de terrain auprès des communes de Ngaoundéré, Juillet 2017.

Les contrastes dans la création des forages par les formations politiques en fonction des communes depuis 2007, sont observables (photo 3). Il est évident que c'est l'UNDP qui se hisse au premier rang dans la création de ces points d'eau au sein des différentes communes avec une proportion de 86,20%. Alors que celle du RDPC reste faible avec seulement 13,79% (d'après le PCD de la Commune de Ngaoundéré 3^{ème}, 2013, p.58.) du total de réalisation des forages qui, ne couvrent que les communes de Ngaoundéré 3^{ème} et 1^{er}. Mais, lorsqu'on s'en tient au cas typique de la collectivité locale de Ngaoundéré 2^{ème} qui enregistre un nombre significatif de points d'eau créés soit 25(d'après le PCD de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, p.67), l'administratif communal a orienté l'implantation de la quasi-totalité de ces ouvrages, vers des quartiers ayant contribué à leur choix électoral dans le but de satisfaire ses propres intérêts; ce qui est d'ailleurs confirmé par 54,83% de conseillers municipaux enquêtés.

Dès lors les autres partis à faible effectif de conseillers municipaux comme le SDF (4%) et le RDPC (19%) au sein de cette commune sont mis à la marge, donc exclus de toutes sortes d'investissement en matière d'infrastructures et d'équipements urbains. Pour eux, tous les ouvrages hydrauliques urbains sont au bénéfice de l'UNDP qui favorise toujours les quartiers ayant effectivement soutenu son électoral.

Somme toute, il est alors remarquable que cette situation prive plusieurs quartiers de ces moyens de ravitaillement en eau. Cet exemple est vécu dans les quartiers tels que Joli soir, Baladji 1, Baladji2 qui ne comptent que six (06) forages, soit 20,68% du total de la ville, pourtant quartiers très peuplés parmi les trois communes (27649 habitants, d'après lePCD de la Commune de Ngaoundéré 2^{ème}, 2013, p. 29). Cette marginalisation s'explique par leur choix d'adhésion au RDPC qui d'ailleurs n'a

qu'un faible taux de représentativité au sein de l'exécutif communal de Ngaoundéré 2^{ème} (19,35%). Aussi, pour avoir administré un vote sanction à l'UNDP, surtout lors des dernières élections municipales de 2013. L'on remarque une carence et autres dysfonctionnements dans la répartition, la gestion et le fonctionnement des infrastructures et services de base qui conditionnent la vie quotidienne des habitants (J. C. Barbier et E. Le Bris, 1985, p. 102) qui sont sous l'emprise perpétuelle des formations politiques animant le jeu démocratique.

Photo 3 : Des enfants à la recherche d'eau dans un forage de la commune de Ngaoundéré 2^{ème}



Cliché: KOUIYE Gabin Jules, Décembre 2018

L'arrière-plan de cette image présente un forage de marque « India », actionné par une jeune fille venue se ravitailler en eau au même titre que les autres enfants ci-contre. La forte utilisation d'une diversité de récipients d'eau est remarquable, mais le respect du passage à la pompe est conditionné par un rang conformément à l'ordre d'arrivée.

3.1. Les effets de manquements des formations politiques en équipement de Ngaoundéré en points d'eau et perspectives d'amélioration

3.1.1. Une insatisfaction continue en termes des besoins en eau des populations

L'alternance actuelle des partis politiques au sein des communes démontre que ce processus n'est pas automatiquement une aubaine à la réponse des besoins en eau des ménages ; étant donné que l'accès à l'eau potable demeure encore le parent pauvre de plusieurs quartiers de Ngaoundéré qui jusqu'ici sont privés d'un point d'alimentation comme le forage. Ceci se justifie par l'omniprésence et l'influence des formations politiques qui conditionnent le plus souvent l'installation de certaines

sources d'approvisionnement en eau. La déception reste significative lorsque 92,45% des populations affirment vivre perpétuellement le calvaire de l'approvisionnement en eau. Pourtant, leur espoir repose sur le politique qui promet en tout temps une amélioration de cette commodité urbaine sous réserve d'un vote massif favorable au parti de leur choix. La détresse est ainsi enregistrée dans les quartiers jugés rebelles ou n'ayant pas milité pour le parti politique dont le mandat communal est encours. C'est la raison pour laquelle dans les trois communes de Ngaoundéré, seulement 31,86% de quartiers dispose d'un forage dont la capacité de ravitaillement est estimée à 300 habitants/forage (G.J.Kouiyé, 2018, p.159). Pourtant de nos jours, il s'agit d'un équipement prisé pour pallier les difficultés de ravitaillement en eau en milieu urbain.

Au demeurant, les mutations des quartiers ont tendance à être dépendantes des alternances des formations politiques qui assurent la gestion et le fonctionnement des communes. Cette frustration se justifie par la réorientation des investissements de manière unilatérale au profit des populations qui font la force politique de leur parti d'adhésion pendant les échéances électorales. Les aspirations des uns et des autres à un quelconque avatar, confronté aux difficultés d'approvisionnement en eau potable ne peuvent rester que lettre morte, bien que les projets d'adduction en eau ont été toujours utilisés comme une arène pour exprimer les mécontentements sur le plan politique (G.S.Ngefor, 2011, p. 63). L'on se rend compte que la dynamique des espaces urbains présente des contrastes en matière de réalisation de certaines infrastructures sociales et autres équipements telles que les installations en points d'eau autonomes et adductions d'eau courante au profit des populations.

3.1.2. De la nécessité d'une gestion adéquate de la question de l'eau par les partis politiques

Dans le processus du développement urbain, les partis politiques qui font bel et bien partie intégrante des acteurs indiqués ne devraient pas observer des contrastes en matière de mutation ou de résolution d'un certain nombre de problèmes au sein de leur espace communal.

En effet, pour remédier à l'insuffisance de l'accès à l'eau potable, 96,22 % de ménages ont suggéré que les formations politiques évoluant dans l'exécutif municipal s'en tiennent uniquement à la création équitable des points d'eau dans les différents quartiers, sans pour autant prendre en compte leurs différentes affinités politiques.

En plus, il serait également souhaitable selon l'avis des administrés qu'elles allient toujours leurs différents projets de société au profit de tous les habitants, sans créer des scissions dans l'implantation des équipements prévus, puisqu'un espace communal appartient avant tout, à une collectivité locale qui se doit d'assurer en permanence et de manière continue des aménagements efficaces à l'avantage de tous.

Par ailleurs, 97,35% des enquêtés pensent qu'il est aussi important que tous les acteurs des partis politiques aient les mêmes ambitions et visions en termes de satisfaction des différentes attentes des populations de leurs circonscriptions respectives sans avoir de parti pris. C'est le cas de la réponse à apporter au problème d'eau qui se pose toujours avec acuité car, il ne faut pas omettre que la gestion de cette ressource doit se faire de façon démocratique et transparente, faute de quoi, l'on aboutit à de graves dysfonctionnements urbains (H. Le Masson, 2000, p. 21). Une circonstance qui ne peut qu'empirer la pauvreté ambiante qui sévit de plus en plus au sein des populations urbaines.

Conclusion

Cet article avait pour but d'analyser l'apport des formations politiques évoluant au sein des communes de Ngaoundéré face à la difficulté d'accès à l'eau potable. Il ressort de là que ces partis politiques participent activement à l'amélioration de l'approvisionnement en eau potable de la population des différentes collectivités locales. Depuis presque deux décennies aujourd'hui, leurs contributions restent satisfaisantes et appréciables, à travers la multiplication des points d'eau comme les forages accessibles à une partie des ménages. Néanmoins, des disparités sont relevées dans la répartition spatiale de ces sources d'eau qui justifient ici les faiblesses des formations politiques à Ngaoundéré.

D'ores et déjà, pour parvenir à atténuer ces limites observées, il serait intéressant que les partis politiques mettent plus d'accent sur le développement de l'espace communal sans tenir compte des différentes appartenances aux obédiences politiques. De surcroît, les formations politiques devraient travailler en symbiose, tout en prenant les desideratas de leurs populations, sans pour autant créer des frontières de réalisation et de projet à venir. Bien que contribuant à la résolution d'un problème de développement pertinent, elles ralentissent l'appréciation des atouts d'une dynamique urbaine qui doit constamment faire face à la problématique de l'accès à l'eau potable. Aujourd'hui, l'espoir des populations est tourné vers l'avènement et la mise en place effective et fonctionnelle des collectivités territoriales décentralisées apparaissant comme un salut versus ce problème qui asphyxie leur quotidien.

Références bibliographiques

BARBIER Jean Claude et Le Bris Emile, 1985, « Les politiques urbaines, Abidjan, Daressalam, Luanda », *Politique africaine*, n° 17, p.102.

DORIER Apprill, 2000, « Problèmes et défis de la gestion urbaine dans les très grandes villes du Sud », *Les très grandes villes dans le monde*, p.83-103. Repéré le 21 Février 2018 à <https://www.google.com/search> à 09 h 48'.

KOM TCHUENTE Barthélemy, 1996, *Développement Communal et gestion urbaine au Cameroun : les enjeux de la gestion municipale dans un système décentralisé*, Yaoundé, éditions Clé, 219 P.

KOUIYE Gabin Jules, 2018, *Problématique de l'accès à l'eau potable dans la ville de Ngaoundéré et sa zone périurbaine*, Université de Ngaoundéré, Thèse Ph.D, p.153-159.

LE MASSON Hugues, 2000, « Le marché de l'eau dans les pays en développement », *Revue des Ingénieurs (Mines)*, n° 386, juin, p.21.

MOHAMED Larbi Bouguerra, 2003, « Les enjeux politiques de la ressource en eau dans le monde : entre souveraineté et solidarités », p.4 .Repéré le 23 Mars 2017 à <http://www.educ-envir.org/~gererlea/> à 19 h 12'.

NGEFOR Gillian Sanguv, 2011, « Les projets d'approvisionnement communautaire en eau : une arène d'expression des mécontentements politiques. Le cas de Kumbo, au Cameroun », *Mondes en développement*, 3/ n°155, p.59-63-76.

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) de Ngaoundéré 1^{er}, 2013, appui CANALDE, PNDP, MINEPAT, 252 p.

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) de Ngaoundéré 2^{ème}, 2013, appui ACACER, PNDP, MINEPAT, p.29-67.

PLAN COMMUNAL DE DEVELOPPEMENT (PCD) de Ngaoundéré 3^{ème}, 2013, appui ACACER, PNDP, MINEPAT, p.58.

POLESE Mario et WOLFE Jeanne, 1995, *L'urbanisation des pays en développement*, Paris, Economica, 529 P.

PROGRAMME SOLIDARITE EAU (pS-Eau), 1998, « Eau potable et assainissement dans les quartiers périurbains et les petits centres », édition Gret, p.1. Repéré le 10 Mars 2018 à <https://www.gret.org/publication/eau-potable-et-assainissement-dans-les-quartiers-periurbains-et-les-petits-centres/>, à 10h 25'.

RAPPORT D'ACTIVITES DE LA COMMUNE URBAINE DE NGAOUNDERE, 1980, p.13.